

Cuisson du repas près d'une lampe solaire, une source d'énergie propre et sûre.

# NOURRIR LA CROISSANCE

Les pays africains adoptent les énergies renouvelables pour accélérer l'accès à l'énergie, mais le financement reste un défi

Benson Ileri et Rebekah Shirley

**A** lors que la demande énergétique poursuit sa progression dans la majeure partie du monde, des centaines de millions de personnes en Afrique n'ont pas d'accès élémentaire à l'électricité et cuisinent avec des combustibles polluants. Selon un rapport de 2019 de l'Agence internationale de l'énergie (AIE), 770 millions de personnes — dont 75 % vivent en Afrique subsaharienne — n'ont pas l'électricité, et 900 millions n'ont pas accès à des moyens de cuisson propres dans la région. Ces carences peuvent limiter les opportunités éducatives et commerciales, ainsi que les perspectives et le bien-être économiques des individus.

## Des engagements très inférieurs aux besoins

Selon les estimations de l'AIE, il faudra investir chaque année 28 milliards de dollars jusqu'en 2030 pour résorber le déficit d'accès à l'énergie en Afrique subsaharienne. Ce chiffre comprend environ 13 milliards de dollars pour les mini-réseaux, 7,5 milliards de dollars pour les investissements dans les réseaux et 6,5 milliards de dollars pour les investissements hors réseau. Les engagements de financement actuels sont très loin de ce chiffre, avec des déficits majeurs dans des pays comme l'Éthiopie, le Nigéria et le Tchad — tous des pôles majeurs de croissance démographique. De même, les 131 millions de dollars engagés pour la cuisson propre

ne représentent qu'une fraction des 4,5 milliards de dollars nécessaires d'ici à 2030. Des pays comme la République démocratique du Congo et l'Éthiopie, où 95 % de la population n'a pas accès à des moyens de cuisson propres, reçoivent moins de 1 % de l'investissement annuel.

Des engagements financiers conséquents sont nécessaires pour résorber ce déficit, mais les difficultés persistent, parmi lesquelles l'instabilité politique, l'incertitude macroéconomique (en raison de l'inflation et des taux de change), les questions politiques et réglementaires, les faiblesses institutionnelles et le manque de transparence. Tous ces facteurs conjugués produisent un climat moins favorable à l'investissement, outre les défaillances du marché et le manque d'aide pour orienter les financements là où les besoins sont les plus pressants (voir graphique).

Plusieurs pays développés ont déjà manqué à l'engagement qu'ils avaient pris d'allouer 100 milliards de dollars chaque année au financement climatique et réduisent l'aide au développement à un moment où il faudrait doubler les investissements. La Conférence des Nations Unies sur les changements climatiques (COP26) et le Conseil de la transition énergétique devraient jouer un rôle central en suscitant la mobilisation urgente de fonds pour les investissements dans l'énergie propre dans la région.

Malgré ces difficultés, il existe des initiatives fructueuses qui, si elles sont reproduites, pourraient aider à mobiliser les capitaux nécessaires. Par exemple, la ligne de financement vert SUNREF (Sustainable Use of Natural Resources and Energy Finance), mise en place par l'Agence française de développement, catalyse les prêts commerciaux au secteur des énergies propres et a aidé à financer plus de 60 projets dans les secteurs commercial et industriel, ainsi que des projets sur réseau au Kenya, en Ouganda et en Tanzanie. Elle offre une approche intégrée fournissant des financements structurés aux banques et à leurs clients, ainsi qu'une assistance technique et un appui aux entreprises pour structurer leurs investissements. De plus, elle partage — à travers des mécanismes de garantie — une partie des risques de crédit supportés par les banques qui cherchent à développer des portefeuilles de financement dans les énergies renouvelables.

Le Fonds pour l'énergie durable en Afrique (SEFA) — un fonds multi-donateurs établi en 2011 et géré par la Banque africaine de développement (BAfD) — a fourni des financements pour débloquer les investissements du secteur privé dans les énergies renouvelables et l'efficacité énergétique. Son assistance technique ainsi que ses instruments de financement concessionnel et catalytique visent à éliminer les risques des investissements dans le secteur et ciblent la production de base d'énergie verte, les mini-réseaux verts et l'efficacité énergétique. Le fonds a facilité les deux premiers programmes de mise à l'échelle soutenus par la BAfD au Burkina Faso et en République démocratique du Congo ; il a également joué un rôle clé dans le développement d'initiatives de financement mixte de l'énergie, parmi lesquelles citons le Fonds pour les énergies renouvelables pour l'Afrique, qui a catalysé des

financements du secteur privé à travers des investissements — par exemple dans le fonds Frontier Energy. Ce fonds a investi plus de 1,8 milliard de dollars dans plus de 45 projets d'énergies renouvelables en Afrique subsaharienne, qui représentent une capacité totale de plus de 750 mégawatts.

En 2020, la BAfD, à travers le Fonds pour l'énergie durable en Afrique, a engagé 5 millions de dollars auprès des sociétés d'investissement Enabling Capital et Spark+ afin de lever des fonds pour des sociétés fournissant des solutions de cuisson propres dans la région. Ces financements, associés aux 10 millions d'euros des mécanismes de panachage de l'Union européenne, ont attiré de nombreux investisseurs et aidé ainsi à mobiliser des capitaux à investir dans la cuisson propre.

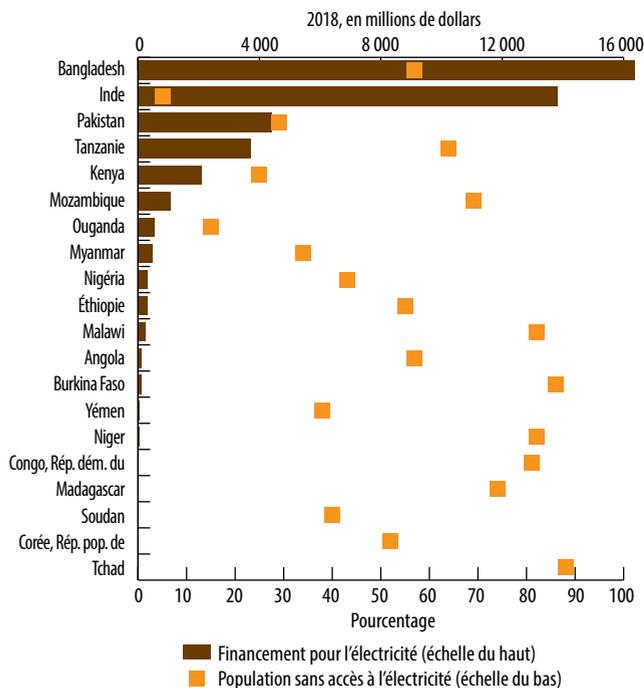
## Débloquer les financements

Ces initiatives ne sont que quelques-unes des interventions qui contribuent à mobiliser des capitaux pour les investissements en énergie propre dans la région. Toutefois, il faut accélérer le rythme et l'ampleur des financements. Voici cinq domaines dans lesquels les engagements au titre de la COP26 pourraient aider à réduire les obstacles et à répondre aux besoins.

- **Éliminer les risques des investissements dans le secteur des énergies propres en Afrique subsaharienne.** Les investisseurs privés jouent un rôle essentiel dans le financement des énergies renouvelables, mais les coûts élevés et les incertitudes relatives aux politiques et aux réglementations dans le domaine de l'énergie augmentent le risque perçu. Bien qu'il existe plusieurs instruments d'élimination des risques, des études montrent que la plupart sont morcelés ; ils n'offrent pas une panoplie complète d'outils pour réduire l'incertitude et ne couvrent pas toutes les étapes du cycle de vie d'un projet dans les énergies renouvelables. Des instruments innovants tels que renewAfrica, qui vise à éliminer les risques de bout en bout, feront vraiment la différence. Cette initiative utilise un modèle de guichet unique pour assurer un accompagnement de bout en bout, comprenant l'assistance technique et l'appui financier, ainsi que l'aide pour les politiques publiques et le travail de plaidoyer. Des produits comme la facilité d'emprunt avec garantie des premières pertes de Green 4 Access et la réforme des politiques et des réglementations pour gérer les risques supportés par les investisseurs seront également utiles.
- **Financer des projets qui stimulent la demande d'énergie propre.** Les investissements dans le secteur de l'énergie ont été principalement dirigés vers la fourniture d'électricité, et on s'est peu attaché à générer de la demande, ce qui rend l'électricité en zone rurale inabordable. Ainsi, des financements de systèmes d'irrigation alimentés à l'énergie solaire et orientés vers les exploitations agricoles accroîtraient la productivité, renforceraient la sécurité alimentaire et réduiraient la vulnérabilité du secteur au changement climatique. De même, l'aide à l'investissement dans une énergie fiable et abordable pour les industries de production de la chaîne de valeur

## Déficit de financement

Les financements disponibles pour l'électricité en Afrique subsaharienne sont très inférieurs aux besoins.



Source : Sustainable Energy for All and Climate Policy Initiative. 2020. « Energizing Finance: Understanding the Landscape. » Vienne.

agricole peut augmenter le nombre d'emplois ruraux, accroître le revenu des agriculteurs et réduire le gaspillage alimentaire. Des financements abordables associés à une assistance technique — en particulier pour estimer la demande énergétique des secteurs — aideront à promouvoir l'adoption d'énergies propres. Une cartographie de ces opportunités, avec les données sur les besoins énergétiques, aidera les investisseurs à identifier les domaines à financer. Pour cela, les méthodes de planification doivent changer. Les dirigeants et les partenaires du développement doivent adopter une approche intégrée de la planification, qui aidera à briser les silos entre les secteurs. Il serait utile que les banques commerciales développent des solutions de financement ciblant ces opportunités.

- **Moderniser les infrastructures électriques en Afrique pour soutenir la fiabilité, la flexibilité et la durabilité.** Un système électrique fiable et solide, capable d'intégrer des énergies renouvelables variables est essentiel pour attirer les investissements urgents dont l'Afrique a besoin pour sa transition vers les énergies propres. Il est indispensable de moderniser le réseau d'électricité pour améliorer son efficacité et sa flexibilité et pour renforcer sa durabilité et la disponibilité des réseaux d'électricité. À ce titre, le rôle des compagnies d'électricité dans la transformation est essentiel, et il faut absolument les aider à surmonter les nombreux défis qui les empêchent d'attirer des investissements. Les interventions qui aident les compagnies à concevoir et mettre en œuvre de nouveaux

modèles économiques pour des services énergétiques intégrés et à détecter les opportunités viables de partenariat commercial avec d'autres parties prenantes des services de l'énergie résorberont les goulets d'étranglement liés au marché. Un accès moins coûteux et des solutions aux défis traditionnels des compagnies d'électricité comme l'efficacité, le recouvrement et les pertes résulteront de ces efforts. S'attaquer aux problèmes de gouvernance persistants des compagnies d'électricité peut restaurer la confiance des investisseurs potentiels. Des engagements pris par les gouvernements et les partenaires du développement à donner à tous l'accès à l'énergie sont une opportunité de collaboration dans cette entreprise.

- **Réorienter les investissements aujourd'hui alloués aux combustibles fossiles et aux grands projets hydroélectriques.** La majeure partie des financements destinés à la création de capacités en Afrique subsaharienne vont aux grands projets hydroélectriques et aux combustibles fossiles, dont le gaz naturel et le charbon. Les émissions de gaz à effet de serre de la région restent en moyenne assez faibles, mais, pour atteindre les objectifs de l'accord de Paris, il faudra suivre la voie des sources d'énergies propres, et il est indispensable, pour la sécurité énergétique à long terme de la région, de réduire la dépendance excessive à l'égard de l'hydroélectricité, qui est vulnérable au changement climatique. Les partenaires bilatéraux comme la Chine, qui finance la plupart des projets régionaux dans l'hydroélectricité et le charbon, doivent se désengager de ces sources d'énergie au profit des énergies renouvelables non hydroélectriques.
- **Débloquer les solutions de cuisson propres.** Les financements orientés vers le secteur de la cuisson propre ont augmenté, selon le rapport 2020 de Sustainable Energy for All et l'évaluation 2021 du secteur réalisée par Clean Cooking Alliance. Pourtant, ils sont très inférieurs à ce qui serait nécessaire pour résorber le déficit. La fourniture de mécanismes innovants comme les financements concessionnels et mixtes par les institutions financières de développement aidera à mobiliser la participation du secteur privé. Des réformes des politiques et des réglementations comme les exonérations fiscales et les réductions d'impôts et l'atténuation des risques des investissements favoriseront l'adoption des technologies de cuisson propres.

Une énergie fiable, abondante et propre est essentielle pour une économie prospère, durable et inclusive. Avec son important déficit d'accès à l'énergie et ses abondantes ressources d'énergies renouvelables, l'Afrique est la dernière frontière pour les investissements transformateurs dans l'énergie propre et l'action pour le climat. **FD**

**BENSON IRERI** est responsable Afrique pour l'accès à l'énergie au World Resources Institute (WRI). **REBEKAH SHIRLEY** est directrice de la recherche, des données et de l'innovation à WRI Africa.